

• (1520)

Walter Gordon était un homme d'une intégrité absolue, un homme dévoué à la défense de l'intérêt public. Il était réservé et même timide, mais il nourrissait pour le Canada une grande passion que nous, néo-Canadiens de Toronto, comprenions bien. Le décès de Walter Gordon crée un vide dans le mouvement de défense de la souveraineté canadienne. Il laisse un vide dans le mouvement en faveur du désarmement et de la paix. Il laisse un vide dans le mouvement de défense et de renforcement de la souveraineté canadienne.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** Je demande aux députés de se lever et d'observer une minute de silence.

*(La Chambre observe alors une minute de silence.)*

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—  
L'ABSENCE DE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
POUR L'OUEST DU CANADA

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Nystrom:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour avoir omis d'établir une stratégie de développement économique à long terme pour l'ouest du Canada qui permettrait, entre autres,

- 1) de faire face aux graves difficultés que connaît le secteur agricole, surtout en ce qui a trait à la chute des prix des céréales qui a dévasté la communauté agricole;
  - 2) d'apporter des solutions efficaces aux problèmes de l'industrie forestière, notamment la conservation et la gestion des ressources forestières pour les générations à venir;
  - 3) d'adopter une politique réaliste et pratique pour relancer le secteur de l'énergie, dont le déclin a occasionné tant de difficultés à l'Albertain moyen;
  - 4) d'engager le gouvernement à appliquer une politique pouvant soutenir la diversification de l'économie et le développement du secteur secondaire;
- et qu'elle signale que, faute d'engagements fédéraux de cette nature à l'égard de l'ouest du Canada, cette région continuera à souffrir d'un taux de chômage inacceptable et ses habitants, à éprouver de graves difficultés économiques.

**M. le Président:** Je donne la parole au vice-premier ministre (M. Mazankowski) qui a commencé son intervention avant la pause.

**M. Mazankowski:** Monsieur le Président, je reprends le débat sur la motion extrêmement importante du député de Yorkton—Melville en faisant remarquer que la propension au pessimisme et au négativisme qui caractérise le Nouveau parti démocratique m'agace parfois. La Chambre n'a pas oublié que lorsque nous avons annoncé l'aide de 1 milliard de dollars aux céréaliers, le Nouveau parti démocratique l'a tournée en dérision, quand il ne l'a pas carrément condamnée. Les députés de

### Les subsides

ce parti ont tout de suite semé la méfiance et le doute en essayant de faire croire aux Canadiens et aux agriculteurs, en particulier, que cette aide ne serait pas consentie ou que l'argent serait retiré d'autres programmes agricoles, comme le programme de stabilisation, qu'il s'agirait d'un prêt ou de fonds provinciaux. Ils ont demandé si c'était de l'argent frais et où nous le prendrions.

A partir du 3 octobre 1986, le hansard est rempli de ces attaques méchantes dont le gouvernement et surtout le premier ministre ont été l'objet pour être venus au secours des agriculteurs de l'Ouest. Ce genre de comportement trompeur est honteux, surtout quand nous essayons tous de faire de notre mieux pour régler ces problèmes.

Le fait est que les fonds sont distribués de la façon préconisée par les producteurs. C'est la première fois dans toute notre histoire que les agriculteurs coopèrent ainsi avec le gouvernement et l'aident à solutionner ce problème très important. Le dialogue se poursuit, n'en déplaise à ceux que mon bon collègue, le ministre des Transports (M. Crosbie), appelle les jacassiers nababs du négativisme. Nous continuons à travailler avec les agriculteurs. Le 5 mars, après s'être entretenu avec 55 représentants de 35 organisations agricoles, le ministre de l'Agriculture a émis un communiqué faisant état du progrès accompli. Il faut placer ces choses-là dans leur contexte.

Nous savons tous que les problèmes de l'ouest du Canada ne sont ni simples, ni faciles à résoudre. Il faudra que le gouvernement, le monde des affaires, les travailleurs et tous les secteurs de l'économie collaborent pour trouver une solution cohérente à long terme, contrebalancée par des mesures fermes et résolues sur la scène internationale.

Notre parti a pris cette initiative pendant la récession de 1983, reconnaissant même alors les défis et les obstacles auxquels l'Ouest faisait face. Nos efforts ont mené à la déclaration de Prince-Albert dans laquelle on préconisait une série de politiques pour promouvoir le développement économique des secteurs clés de l'Ouest. Nous avons alors pris 52 engagements précis. Nous avons respecté 14 des 16 engagements sur l'agriculture, dix des 12 sur l'énergie, quatre des six sur les mines et huit des neuf sur le transport du grain. En tout, nous avons respecté 43 des 52 engagements.

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons pris beaucoup d'autres initiatives pour combler des besoins urgents comme les paiements lors de la sécheresse, les interventions sur les importations de boeuf de la CEE et d'ailleurs, et la suppression des taxes injustes dans le secteur énergétique. L'élimination de la taxe sur le carburant agricole représente quelque 33,75 cents le gallon. J'ai remarqué avec intérêt que le député de Yorkton—Melville, en préconisant un prix plancher pour le pétrole, voulait relever le prix du carburant agricole, ce qui créerait des pressions à la hausse.